

toung, imposa à la Chine ses 21 conditions qui représentaient l'asservissement colonial de ce pays. D'autre part, le Japon qui ne participa au conflit mondial que d'une façon strictement limitée à ses intérêts propres, bénéficia d'un gigantesque essor industriel, grâce à l'affaiblissement des liens économiques entre les puissances impérialistes européennes et d'une série de pays du Pacifique et du Proche Orient.

Dans ces derniers temps et surtout après sa sortie de la Société des Nations, le Japon a intensifié son offensive sur le marché mondial, parallèlement au renforcement de ses positions en Chine, qui ont conduit pour le moment à la création de l'empire vassal du Mantchoukouo.

Les statistiques de 1917 accusent déjà un développement de 30,906 fabriques, dont 14,310 avec moteur, occupant 1,250,000 ouvriers, dont 712,000 femmes.

1928: 48,344 fabriques, dont 37,141 avec moteur occupant 1,789,000 ouvriers, dont 930,000 femmes.

Il faut ajouter à ces chiffres 180,000 ouvriers employés dans 380 entreprises étatiques, 350,000 mineurs et près de 2 millions d'artisans. D'autre part, les fabriques employant de 5 à 9 ouvriers, sont compris dans les chiffres donnés, du moins depuis 1909. En 1929, ces petites fabriques représentaient 55 p.c. du nombre total de fabriques (60,000), mais occupaient seulement 10 p.c. du nombre total d'ouvriers occupés. Par contre, les entreprises de 100 à 499 ouvriers, occupèrent à cette époque 23,1 p. c. des ouvriers, celles de 1,000 et plus occupaient 23,5 p. c. des ouvriers.

Comme l'on sait, l'industrie prédominante du Japon (qui est très pauvre ou manque de fer, charbon, pétrole) est l'industrie du textile et aujourd'hui celle de l'industrie navale. La marche de la production industrielle est surtout déterminée par la préparation de la guerre qui, seule, nécessite actuellement un développement de l'industrie lourde. Sa politique d'intensification des préparatifs guerriers et l'inflation (le yen a été dévalorisé à 60 p.-c.) a permis à l'industrie japonaise de résister tant bien que mal à la crise économique qui, cependant, sévit d'une façon aigue dans les campagnes.

Le mouvement ouvrier au Japon remonte à 1897, dans la période d'essor qui suivit la victoire contre la Chine, quand Sen Katayama, devenu socialiste aux Etats-Unis, créa à Tokio la Société pour la formation de syndicats (Rôdô Koumiai Kissei Kai). Le premier syndicat de classe fut celui des métallurgistes, dont Katayama devint le secrétaire. Par après fut publié par cette société le premier journal socialiste « Monde des Travailleurs ». Puis furent créés les syndicats des typos, machinistes et des mécaniciens des chemins de fer, dont la grève de 1898 eut un grand retentissement. Entre 1897 et 1900, favorisé par le manque de lois répressives, dépendant du fait que ni le gouvernement, ni les patrons, ne se rendaient compte de la portée du mouvement, se vérifia la transformation des guildes existantes en syndicats, travail auquel se mêlèrent beaucoup d'éléments de la petite bourgeoisie démocratique et qui trouva même l'appui de certains industriels.

Mais en mars 1900, le parlement japonais vota un « règlement de police pour la défense de la paix publique », qui défendit en réalité toute action revendicative. Cette loi donna le coup de grâce au mouvement ouvrier à peine naissant. Les éléments socialistes de l'époque concentrèrent alors leurs efforts dans le domaine politique. Déjà à la fin de 1898, on avait créé une Société pour l'étude du socialisme qui, en 1900, après le départ des éléments bourgeois radicaux, se transforma en une Association Socialiste qui devait donner naissance l'année suivante au premier parti socialiste japonais. Tous les initiateurs étaient des éléments intellectuels, y compris Sen Katayama, le pasteur protestant Abée, le docteur Kotoku. Le gouvernement supprima immédiatement le parti et confisqua les journaux mêmes bourgeois qui avaient publié le programme contenant les revendications minimum des programmes des partis socialistes de l'époque. L'Association Socialiste fut tolérée comme société dépourvue de tout caractère politique, mais fut néanmoins empêchée d'effectuer son travail. Cela jusqu'en 1903. A la veille de la guerre avec la Russie, le mouvement socialiste s'intensifia sous la forme de lutte radicale contre la guerre qui se polarisa autour du « Journal du Peuple », fondé par Kotoku et Sakai. Souvent confisqué, ce vaillant organe de lutte fut définitivement supprimé en novembre

1094, sous le prétexte d'avoir publié une traduction japonaise du Manifeste Communiste. L'époque qui suivit fut une période de dissensions entre les éléments hétérogènes qui avaient jusqu'alors constitué le mouvement socialiste: socialistes révolutionnaires social-réformateurs, socialistes-chrétiens, etc., etc.

Seulement en 1906, à la suite de la chute du gouvernement conservateur de Katsoura, il fut possible de former à nouveau le parti socialiste japonais qui réussit à faire paraître l'année suivante un quotidien appelé à nouveau « Journal du Peuple » (Heimin Shimbun). A la même époque se déterminèrent au sein du parti deux courants divergents: celui pour l'action directe et antiparlementaire, dont Kotokou fut l'expression et celui des parlementaires qui était similaire aux tendances socialistes des autres pays et dont le chef spirituel était Katayama. Le parti eut une vie brève, parce que le gouvernement, profitant des désordres qui eurent lieu lors de la grève des mineurs du cuivre de Ashio, supprima en février 1907 le parti. La scission du mouvement ouvrier en deux tronçons, les partisans de l'action directe et ceux de l'action parlementaire, fut dès lors un fait accompli. Le gouvernement détruisit le premier de ces courants au travers de la monstrueuse condamnation à mort de Kotokou, de sa femme et de dix autres camarades, accusés de complot contre le Mikado: ils furent pendus dans la prison de Tokio le 24 janvier 1911. Douze autres révolutionnaires, qui furent condamnés à perpétuité, furent rapidement supprimés dans les prisons. Du fait de cette répression, le courant de Katayama fut obligé de se taire et on peut dire que jusqu'en 1920 tout travail fut impossible à l'exception de l'édition sporadique de quelques revues ou journaux. En 1920 se constitua une Fédération Socialiste dans laquelle se retrouvèrent pêle-mêle: anarcho-syndicalistes, socialistes, simples guildistes, à côté du courant communiste naissant. Les communistes bientôt se détachèrent pour constituer, en avril 1921, illégalement leur parti (Rônô Tô).

Les premiers adeptes du communisme avaient été Katayama et quelques autres émigrés aux Etats-Unis et leur propagande, transférée au Japon, avait gagné certains des éléments de l'ancien courant anarcho-syndicaliste, tels Sakai et Yamakava. Le parti communiste débuta avec une intense campagne antimilitariste — c'était l'époque de l'intervention du Japon en Sibérie et de l'occupation des provinces maritimes. La répression bientôt suivit sur une vaste échelle et après les massacres policiers faits à la faveur du tremblement de terre de sept. 1923, il se détermina au sein du parti la formation d'un courant liquidateur qui proclama la dissolution du parti et le travail unique de petits groupes isolés. Ce fut seulement à la fin de 1926, que le parti fut reconstitué nationalement, excluant Sakai et les autres éléments liquidateurs. Comme conséquence de la crise qui suivit, le tremblement de 1923, et pour essayer de rattacher de plus vastes couches de la population au travail de reconstruction, le gouvernement avait octroyé en mai 1925, le suffrage universel, qui avait porté de 3 à 12 millions le nombre d'électeurs. Le problème de la participation à la lutte électorale se posait par là même devant la classe ouvrière. La carence des partis ouvriers: le parti communiste s'était dissous à cette époque, l'Association Socialiste, tombée après le départ des communistes aux mains des anarchistes, était disparue (le parti social-démocrate se constitua seulement par après), poussa les organisations syndicales ouvrières et paysannes à prendre en mains la constitution des partis politiques. Sous leur initiative, après une série de congrès et de scissions, se constituèrent différents partis ouvriers et paysans: parti ouvrier et paysan (Rodo Nominto) avec la participation des communistes, parti ouvrier paysan du Japon, parti social-démocrate, parti paysan japonais. Tous ces partis participèrent aux premières élections à suffrage universel, qui furent tenues en 1928 et où huit députés ouvriers furent élus, dont deux du Rodo Nominto (aux élections suivantes le nombre des députés ouvriers tomba à cinq).

A la suite des élections de mars 1928, la police, favorisée par la provocation, liquida non seulement le parti communiste illégal, reconstitué depuis 1926, mais aussi tous les militants travaillant dans le parti légal. Elle supprima la Fédération de la Jeunesse communiste et la Centrale Syndicale Révolutionnaire. Depuis lors la réaction contre les mouvements ouvriers a été incessante. La loi de juin 1928 menace de mort ou des travaux forcés, ceux qui tenteraient de renverser le régime